

Paris - Jour 20 juin 1962

ALGÉRIE : LA VRAIE RÉCONCILIATION S'ÉBAUCHE

Le tournant vers la vraie paix, celle qui est fondée sur la réconciliation, est bien pris en Algérie. Sauf coup de théâtre, l'opoisement qui règne à Alger — où il n'y a pas eu un seul attentat — devrait bientôt s'étendre à tout le territoire algérien.

C'est du moins l'impression que l'on ressentait la nuit dernière après une journée fertile en événements.

1 L'allocution de Jean-Jacques Susini, hier soir, est sans nul doute le fait le plus important. Le leader des « pieds noirs » de l'O.A.S. a rendu hommage au Dr Mostefaï et au président Farès, ses interlocuteurs de Rocher-Noir, « qui demain peut-être seront nos frères ». Susini a confirmé la volonté de l'O.A.S. de tenir ses engagements à condition que les promesses qui lui ont été faites soient respectées. Il a insisté notamment sur la création, dans les 48 heures, d'unités de force locale d'origine européenne.

2 Ben Khedda n'a pas désavoué, de son côté, les accords passés entre Farès et Mostefaï et les « pieds noirs » de l'O.A.S. d'Alger. Dans la déclaration qu'il a faite au Caire — où l'atmosphère n'a jamais été propice à la conciliation —

Tout n'est pas réglé

Tout n'est cependant pas encore réglé. Susini a relancé la menace de l'exode massif des Européens au cas où l'Exécutif provisoire reviendrait sur ses promesses. L'O.A.S. d'Oran a maintenu, de son côté, sa prétention d'organiser une plate-forme territoriale et a appelé les Européens à poursuivre le combat.

On doit noter également parmi les éléments négatifs, un article de l'agence officielle du F.L.N. reprochant avec vivacité à M. Christian Fouchet de revenir sur les accords d'Evian. Cet éditorial laissait également entendre que le F.L.N. se refuserait à toute amnistie.

Les échos parvenus de Tunis selon lesquels la lutte pour le pouvoir était engagée au sein du G.P.R.A., la tendance extrémiste animée par Ben Bella multipliant les critiques contre les négociateurs d'Evian, ne sont pas non plus de bon augure.

La décision des 37 députés

il a seulement dénoncé les projets de partition de l'O.A.S. d'Oran et de prétendues mutineries de la Légion à Sidi-bel-Abbès. Son silence sur ce qui se passe à Alger équivaut à un consentement.

3 L'U.G.T.A., la centrale syndicale musulmane, a donné l'ordre de reprendre le travail aujourd'hui y compris en ville européenne, où pour la première fois depuis mars 1956, le couvre-feu a été levé.

4 Si Azzedine, responsable de la zone autonome d'Alger, doit appeler les musulmans à la coopération avec les Français d'Algérie et avec la France.

5 Le départ d'Algérie des ex-colonels hostiles à l'accord de Rocher-Noir, et notamment Godard et Vaudrey, qui iraient rejoindre Argoud, Bidoult et Soustelle en Suisse, a été connu à Oran dans la soirée. Il démontre qu'ils abandonnent la lutte... quitte à la reprendre en métropole.

« Unité de la République » (Algérie française) d'appeler hier soir les Européens d'Algérie à revenir immédiatement et tous ensemble en métropole, témoigne enfin de l'acharnement des adversaires de la réconciliation entre les deux communautés.

A Paris, la nuit dernière, dans les milieux gouvernementaux, on pensait toutefois que le cop dangereux était sur le point d'être franchi.

En fait, le destin des Français d'Algérie ne se jouera pas le jour du scrutin d'autodétermination — l'indépendance étant inéluctable — mais lorsque s'ouvrira la campagne électorale pour l'élection de l'Assemblée constituante algérienne. On saura alors si la place qui leur aura été réservée dans les futures institutions est celle de « frères » pour reprendre la terminologie algérienne, ou celle d'étrangers.

Bernard LEFORT.